



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU VAL D'OISE

37322

DIRECTION DU  
DEVELOPPEMENT  
DURABLE ET DES  
COLLECTIVITES  
TERRITORIALES

Cergy-Pontoise, le 08 JUIN 2009

Bureau de la Dynamique  
des Territoires et de  
l'Intercommunalité

Affaire suivie par : Mme HINGRAT  
Tél. : 01.34.20.27.93  
e-mail : [brigitte.hingrat@val-doise.pref.gouv.fr](mailto:brigitte.hingrat@val-doise.pref.gouv.fr)

1976

LE PREFET

A

Monsieur le Directeur  
de la SEMAVO  
Immeuble SOGE 2000  
rue du Verger -BP 20102  
95021 CERGY CEDEX

A l'attention de M. M'SIKA

**OBJET** : Dossier d'enquêtes publiques conjointes DUP, parcellaire et autorisation au titre  
du Code de l'Environnement  
Réalisation de la ZAC du Chemin Herbu à PERSAN

Vous avez déposé dans mes services un dossier d'enquêtes publiques conjointes  
DUP et parcellaire et une demande d'autorisation au titre du Code de l'environnement  
concernant la réalisation de la ZAC du Chemin Herbu à PERSAN.

Après avoir sollicité l'avis des services extérieurs de l'Etat, je vous informe que  
ces dossiers sont recevables et feront l'objet d'enquêtes publiques conjointes en septembre  
2009.

Toutefois, je vous prie de trouver ci-dessous, d'une part, les remarques de la  
Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture (DDEA), service de l'urbanisme,  
de l'aménagement et du développement durable et d'autre part, les remarques de la Direction  
départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS), service santé-environnement.

- DDEA

Vous indiquez qu'une étude spécifique est prévue pour l'aménagement du secteur  
contiguë à la RD 301 classé en zone 3 AU au plan local d'urbanisme. A ce sujet, je vous  
précise qu'il conviendra que la commune de PERSAN lève la servitude de non constructibilité  
fixée par l'article L 111-1-4 du code de l'urbanisme en fixant des règles d'implantation dans le  
Plan local d'urbanisme (PLU).

Par courrier de ce jour, je fais part à Monsieur le Maire de PERSAN de cette information et lui demande d'engager une procédure de révision simplifiée du PLU.

Par ailleurs, le service départemental d'archéologie du Val d'Oise a confirmé la présence de sites archéologiques qui nécessiteront des fouilles selon leur importance. Des délais supplémentaires pourraient être nécessaires pour réaliser cette ZAC.

- DDASS

L'étude d'impact aborde brièvement dans un chapitre spécifique les impacts sanitaires liés au projet. Seules la qualité de l'air, les nuisances acoustiques et lumineuses sont retenues. Il aurait été également intéressant d'avoir une description plus précise des polluants pouvant impacter l'ensemble des milieux, des établissements sensibles environnants et leur proximité, de la population, etc.. ainsi que quelques éléments chiffrés.

Toutefois, au vu du trafic et des mesures prises pour limiter l'ensemble des nuisances présentés dans le dossier, il semble que l'impact du projet sur la population avoisinante sera négligeable.

Il est indiqué que les entreprises Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation seront interdites au sein de la future ZAC (pages 17/25 et 97/135). **Ce point devra être précisé dans le règlement de la ZAC.**

Il est rapporté qu'une attention particulière sur la végétalisation des espaces verts sera effectuée afin d'éviter de planter des essences susceptibles de déclencher ou d'amplifier des allergies respiratoires. Le dossier présente un contre sens à ce sujet.

En effet, il est recommandé d'écarter (et non le contraire comme mentionné dans le dossier page 101/135) les espèces suivantes : les bouleaux (*Betula*), les charmes (*Carpinus*), les aulnes (*Alnus*), les noisetiers (*Corylus*), les cyprès d'Italie (*Cupressus sempervirens*) plantés avec d'autres *Cupressus*, *Chamaecyparis*, *Juniperus* et *Thuya* (allergénicités croisées), les frênes (*Fraxinus*), les oliviers (*Olea*), les peupliers (*Populus*), les saules (*Salix*), les platanes (*Platanus*) et les chênes (*Quercus*).

La phase chantier générera des déchets spécifiques nécessitant une gestion particulière (page 23/25). Or, cette élimination de déchets, caractérisés principalement comme des déchets industriels banals (page 96/135) n'est pas abordée dans l'étude.

De plus, la présence de déchets « sanitaires », mentionnée page 23/25, n'est également pas détaillée dans le dossier. A ce titre, s'il s'agit de déchets d'activité de soins, la gestion de ces derniers doit répondre à une réglementation spécifique. Ces déchets devront notamment être stockés séparément et être éliminés à la fréquence définie par la

réglementation qui dépend de la quantité de déchets produits (décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997).

Concernant les nuisances sonores, vous confirmez que l'édification d'un merlon d'une hauteur de 4 mètres en périphérie sud du projet de ZAC permettra de diminuer au sein du lotissement existant l'influence sonore du trafic routier des voies d'accès de la ZAC et l'activité future de la ZAC après implantation des sociétés.

De plus, vous avez retenu les préconisations suivantes (page 108) :

- . implanter les activités diurnes non bruyantes de type tertiaire à proximité du secteur habité,
- . implanter les activités potentiellement bruyantes le plus loin possible des habitations et des bureaux (périphérie sud et est). Elles devront faire l'objet d'une étude d'impact des nuisances sonores,
- . ne pas orienter les sources de bruit (compresseurs, systèmes de ventilation etc..) vers les habitations et les bureaux,
- . mettre en place des traitements acoustiques spécifiques pour limiter les niveaux sonores des sources de bruit.

**Ces précautions devront être utilement reprises dans le règlement de la ZAC.**

LE PREFET  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



**Pierre LAMBERT**

## 6 Environnement naturel et socio-économique

### 6.1 Environnement urbain et économique du site

La commune de Persan attend, grâce à la construction de plusieurs habitats dans la commune et à la création de la ZAC du Chemin Herbu, l'arrivée de 2500 habitants.

Le projet de la ZAC du Chemin Herbu pourrait donc avoir directement un impact positif sur la démographie de la commune.

**Le projet de ZAC du chemin herbu aura pour effet d'équilibrer le développement démographique avec un développement économique permettant ainsi de créer un potentiel d'emplois en regard de ce développement démographique.**

D'un point de vue commercial, la programmation de la ZAC du Chemin Herbu sera affinée et répondra à des secteurs dont l'offre est identifiée comme insuffisante au regard des différentes études de marché.

**Les principes de programmation envisagés sur la ZAC du Chemin Herbu auront pour objectif de venir compléter l'offre commerciale déjà existante et en projet, en fonction du potentiel lié à la zone de chalandise.**

Une cohérence programmatique avec les projets des Portes de l'Oise à Chambly sera indispensable et incontournable, compte tenu des liens de proximité qui seront établis dans le cadre du projet.

### 6.2 Environnement naturel du site

On ne recense aucune Z.N.I.E.F.F. à moins de 3km du site. Le Parc Naturel Régional du « Vexin français » est situé à 750m au Nord-Ouest du site. La réserve naturelle volontaire des marais de Bernes-sur-Oise est située à 2km au Nord-Est du site.

Au niveau de la commune de Persan, 172 espèces végétales ont été recensées par le conservatoire botanique national du Bassin Parisien. Parmi ces 172 espèces, 3 sont protégées. Ces espèces protégées sont rencontrées à plus de 200m de l'emprise de la ZAC.

Trois espèces d'insectes sont recensées sur la commune de Persan. Elles ne font pas l'objet de protections particulières.

**Ainsi, à l'heure actuelle, aucune potentialité faunistique ou floristique particulière n'a été relevée sur l'emprise du projet. De nouveaux aménagements paysagers seront en outre réalisés.**

### 6.3 Contexte géologique

Il existe trois types de formations sédimentaires d'âge quaternaire au niveau du site:

- Le complexe des limons des pentes;
- Les alluvions modernes de l'Esche et de l'Oise (argileux à sablo-argileux);
- Les alluvions anciennes de ces mêmes rivières (sables & graviers).

Ces trois formations reposent sur la Craie.

**Les études réalisées par de l'entreprise géotechnique GEOMEDIA ont montré que les terrains étaient fort peu propices à de l'infiltration, le ruissellement étant nettement prédominant.**



## 6.4 Patrimoine archéologique

Le service départemental d'archéologie du Val d'Oise a confirmé la présence de sites archéologiques répertoriés soit sur l'emprise de la ZAC, soit à proximité de celle-ci.

Compte-tenu de la composante archéologique, des fouilles seront nécessaires.

## 6.5 Risques naturels et technologiques – Impacts

### Mouvements de terrain

Les phénomènes de retrait-gonflement des argiles constituant le terrain peuvent provoquer un endommagement des bâtiments, et notamment engendrer des fissures. **Les aménagements prendront en compte cette contrainte.**

### Inondation

**Les aménagements prévus seront réalisés en dehors de la zone inondable. La berge de l'Esches fera l'objet d'un aménagement paysager.**

### Risques industriels

Le risque potentiel de pollution par voie industrielle pourrait venir de l'ancienne usine chimique Great Lakes Chemicals. Cependant, la pollution constatée au niveau de l'usine chimique n'aura pas d'impact sur le secteur de la ZAC du fait de l'imperméabilisation des sols et de l'absence de pompage dans la nappe souterraine.

**Ainsi, le risque de transfert de pollution vers la ZAC est actuellement peu probable.**

Vue la distance entre le secteur du projet et les usines encore en activité, il n'y a pas de risque engendré au droit du site.

D'autre part, la ZAC du Chemin Herbu sera destinée à recevoir des activités économiques, commerciales et des équipements publics ou d'intérêt général. Des activités industrielles pourront donc s'implanter sur la ZAC dans la mesure où elles n'induisent aucun risque pour l'environnement, les biens et les tiers extérieurs. Ces activités seront soumises au respect du règlement du PLU de la commune.

**A ce titre, une vigilance particulière sera portée en cas de demande d'implantation d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) définie comme une installation fixe dont l'exploitation peut présenter des risques pour l'environnement.**

**Les ICPE soumises à autorisation préfectorale d'exploiter avec servitude d'utilité publique seront interdites.**

## 6.6 Servitudes affectant l'établissement

Quatre lignes électriques aériennes traversent le site de la future ZAC. Actuellement, il n'existe pas de collecteur d'eaux pluviales. Les collecteurs d'eaux usées existants ont la capacité d'accueillir les effluents d'une zone d'activités ou de commerce. D'autres réseaux (GDF, France Télécom, haut débit internet, eau potable) sont présents au niveau des voiries aux alentours du site.

**Les servitudes réglementaires seront prises en compte dans le projet d'aménagement (réseau électrique, eau potable, défense incendie, eaux pluviales, eaux usées, GDF, France télécom).**

CEXM050072/AX00108/REX006-c	
MCD - VAL - YR	
23/03/2009	Page : 17/25

## 2.4 Scénarii d'aménagement

Deux scénarii ont été étudiés dans le cadre des études préalables.

Le **scénario 1** prévoyait le développement d'une zone commerciale de part et d'autre de la RD4 (20 000 m<sup>2</sup> de SHON) desservi directement par le futur rond point à créer.

Le **scénario 2** prévoyait le développement d'une zone commerciale seulement au Nord de la RD4. La partie Sud étant totalement affectée au PME-PMI avec également possibilité d'implantation commerciale type « Monsieur Bricolage » en façade sur la RD4.

Le **scénario 1** a été retenu pour les raisons suivantes :

- Il développe davantage de surfaces commerciales, ce qui permet d'optimiser le bilan financier de l'opération, tout en restant compatible avec la demande potentielle sur le site ;
- Ce scénario permet de mieux répondre aux enjeux de traitement qualitatif et paysager de l'entrée de ville de Persan Nord : le secteur commercial qui se développe de part et d'autre de la RD4 constitue ainsi un développement cohérent sur l'ensemble de l'axe routier ;
- Sur le plan du programme commercial, la surface potentielle développée reste cohérente avec le tissu commercial existant. Elle permet également de conforter et compléter le pôle commercial et économique des Portes de l'Oise ;
- La création d'un retail-park de part et d'autre de la RD4 permet également d'optimiser la desserte de la zone d'activités PME/PMI au Sud par la création d'une voie unique de desserte de cette zone. La question de la liaison du secteur commercial avec le centre commercial existant sur Chambly devra aussi faire l'objet de négociations avec les propriétaires afin de définir les modalités de desserte de l'ensemble du secteur.

## 3 Présentation du projet

Le programme d'aménagement se compose d'un secteur commercial, d'un secteur PME/PMI et d'un secteur naturel (voir **figure 2** page suivante).

Le secteur commercial, d'une surface d'environ 12 hectares, comprendra un retail-park relié aux portes de l'Oise. Les surfaces commerciales seront implantées de part et d'autre de la RD4. Ce projet prendra la forme d'un retail-park. Le concept est basé sur la création d'un ensemble de bâtiments réalisés par un investisseur unique, ce qui assurera la qualité et l'homogénéité architecturale de l'ensemble.

L'aménagement de la boucle RN1/RD4 permettra de constituer une entrée de ville commerciale. Cet espace offre un potentiel de développement sur environ 7,3 ha.

Dans le quart Sud-Ouest du giratoire d'entrée de ville, il est envisagé de créer un pôle de restauration/commerces/loisirs sur ces terrains d'environ 4 hectares en complément du retail park cité ci-dessus. Il est à noter que leur constructibilité reste très limitée dans la mesure où plusieurs lignes à haute tension sillonnent cet espace, dont certaines sont relativement basses."

Le programme d'activités PME/PMI se développera sur 12ha de terrain avec un éventail de surfaces allant de 1000 à 5000 m<sup>2</sup>. Ce secteur est localisé aux abords des quartiers d'habitats de la commune. Les activités ont vocation à ne pas être nuisantes, les hauteurs des bâtiments seront faibles. L'aspect architectural et paysager participera à la qualité du cadre de vie, surtout la qualité du secteur pourra être un facteur d'attractivité pour les futures entreprises.

La création d'une zone logistique classique (hauteur 15m) est prévue sur une emprise d'environ 11,3 ha. Elle se situe le long de la RN1 et bénéficiera d'un bon effet vitrine.

Sur le plan fonctionnel, le retail-park sera relié à la zone commerciale de Chambly. Les deux zones sont prévues complémentaires avec l'objectif de constituer un ensemble commercial commun pour les clients.

Les liaisons avec les surfaces commerciales existantes font partie du plan d'aménagement de la zone.

CExM050072/AX00108/REx006-c

MCD - VAL - YR

23/03/2009

Page : 7/25



## III.12 Risques naturels et technologiques – Impacts

### III.12.1 Mouvements de terrain

Les phénomènes de retrait-gonflement des argiles constituant le terrain peuvent provoquer un endommagement des bâtiments, et notamment engendrer des fissures. **Les aménagements prendront en compte cette contrainte.**

### III.12.2 Inondations

**Les aménagements prévus seront réalisés en dehors de la zone inondable. La berge de l'Esches fera l'objet d'un aménagement paysager.**

### III.12.3 Risques industriels

Le risque potentiel de pollution par voie industrielle pourrait venir de l'ancienne usine chimique Great Lakes Chemicals. Cependant, la pollution constatée au niveau de l'usine chimique n'aura pas d'impact sur le secteur de la ZAC du fait de l'imperméabilisation des sols et de l'absence de pompage dans la nappe souterraine.

**Ainsi, le risque de transfert de pollution vers la ZAC est actuellement peu probable.**

Vue la distance entre le secteur du projet et les usines encore en activité, il n'y a pas de risque engendré au droit du site.

D'autre part, la future ZAC du Chemin Herbu sera destinée à recevoir des activités économiques, commerciales et des équipements publics ou d'intérêt général.

Des activités industrielles pourront donc s'implanter sur la ZAC dans la mesure où elles n'induisent aucun risque pour l'environnement, les biens et les tiers extérieurs. Ces activités seront soumises au respect du règlement du PLU de la commune.

**A ce titre, une vigilance particulière sera portée en cas de demande d'implantation d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) définie comme une installation fixe dont l'exploitation peut présenter des risques pour l'environnement.**

**Les ICPE soumises à déclaration ou autorisation simple pourront être autorisées (dans la limite des impacts et risques). Les ICPE soumises à autorisation préfectorale d'exploiter avec servitude d'utilité publique seront interdites.**



### LEGENDE AMENAGEMENT

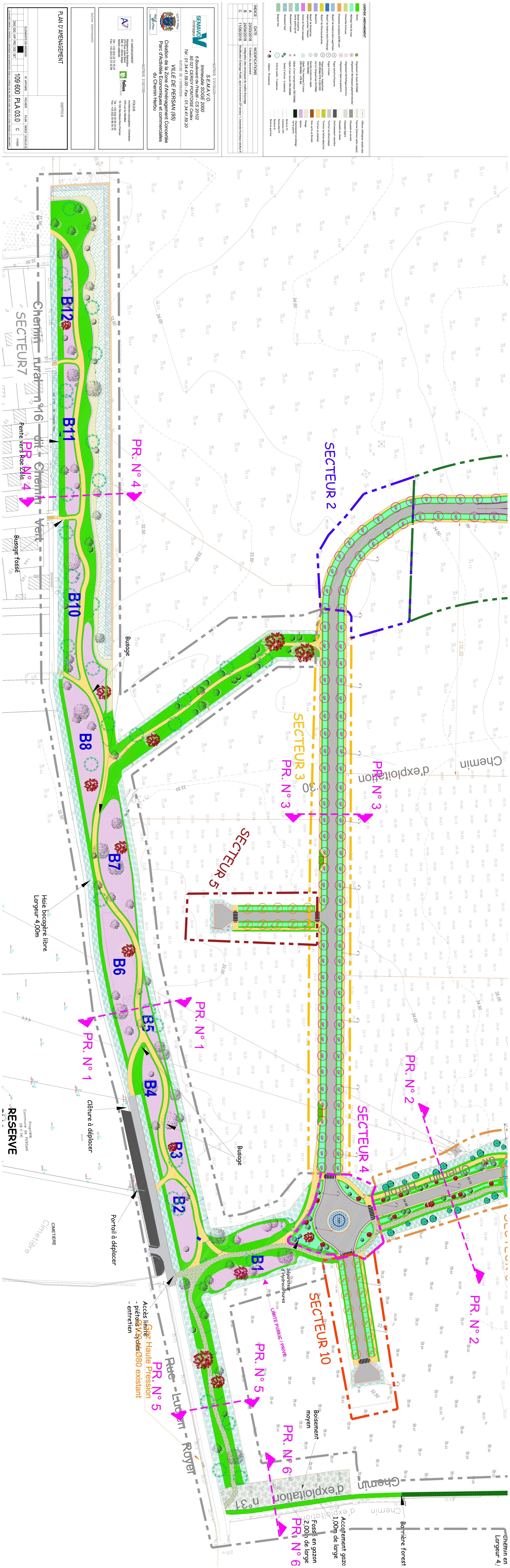
●	Appareil à haute pression	○	Appareil à basse pression
●	Appareil à moyenne pression	○	Appareil à très basse pression
●	Appareil à très haute pression	○	Appareil à très très basse pression
●	Appareil à très très haute pression	○	Appareil à très très très basse pression
●	Appareil à très très très haute pression	○	Appareil à très très très très basse pression
●	Appareil à très très très très haute pression	○	Appareil à très très très très très basse pression

### UNIONCE DATE DATE MODIFICATIONS

UNIONCE	DATE	MODIFICATIONS
A	23/03/2018	Conception préliminaire
B	24/04/2018	Inspection des services de maîtrise d'ouvrage
C	11/06/2018	Modification Statuts, Règlement d'Urbanisme, Règlement d'Urbanisme

**SEMAYO**  
 Immeuble SOGE 2000  
 6 Boulevard de Haulu - CS 2002  
 95 021 CERYS-POINTEUSE Cedex  
 Tél : 01.34.41.59.00 - Fax : 01.34.41.59.20  
 VILLE DE PERSAN (95)  
 NAISSANCE DE L'OPERATION  
 Création de la Zone d'Aménagement Concertée  
 Parc d'activités Economiques et commerciales  
 du Chemin Herbu

**PLAN D'AMENAGEMENT**  
 ÉLÉMENTS DE MISSION : N° AFFAIRE, FICHE, PLAN, INDEX, ÉCHELLE, DATE, N° PRO, DÉT, 109 600, PLA 030, C, 1/1000





## Annexe n°1 : Compatibilité aux Plans et Programmes

### 1.1. Le Plan Régional Santé Environnement 3

#### 1.1.1. Présentation du Plan Régional Santé Environnement 3

Le Plan national santé environnement (PNSE) vise à répondre aux interrogations des Français sur les conséquences sanitaires à court et moyen terme de l'exposition à certaines pollutions de leur environnement. Le premier Plan national santé environnement a été lancé en 2004 par le gouvernement. Puis conformément aux engagements du Grenelle Environnement et à la Loi de santé publique du 9 août 2004, le gouvernement a élaboré un deuxième Plan National Santé Environnement pour la période 2009-2013. Le troisième PNSE 2015-2019 a été approuvé par le Conseil des Ministres le 17 novembre 2014.

Chaque région est chargée d'élaborer un Plan Régional Santé Environnement (PRSE) qui comporte notamment un programme de prévention des risques liés à l'environnement et aux conditions de travail.

Le PRSE est une déclinaison régionale du PNSE.

Le PRSE 3 a été approuvé en octobre 2017.

Le PRSE 3 se compose de 4 axes stratégiques autour desquels sont structurées les actions pour les 5 ans à venir.

Ces 4 axes stratégiques sont ensuite déclinés en 18 fiches action au service de la santé environnementale dans les territoires.

Ci-dessous, l'ensemble des fiches actions rattachées à leur axe stratégique :

#### **AXE 1 : PRÉPARER L'ENVIRONNEMENT DE DEMAIN POUR UNE BONNE SANTÉ**

Action 1.1 : Prendre en compte la santé dans la mise en œuvre des politiques d'aménagement

Action 1.2 : Prévenir les risques émergents liés au changement global : surveiller, prévenir et lutter à l'encontre d'espèces végétales allergisantes et animaux potentiellement dangereux pour la santé publique

Action 1.3 : Développer un réseau régional ressource en santé environnement

Action 1.4 : Accompagner la mise en place de plans de sécurité sanitaire pour l'alimentation en eau potable

#### **AXE 2 : SURVEILLER ET GÉRER LES EXPOSITIONS LIÉES AUX ACTIVITÉS HUMAINES ET LEURS CONSÉQUENCES SUR LA SANTÉ**

Action 2.1 : Élaborer et diffuser des préconisations sanitaires pour le jardinage en milieu urbain et péri-urbain

Action 2.2 : Lutter contre les risques liés à l'amiante

Action 2.3 : Identifier les sources de polluants émergents et mesurer la contamination des milieux

Action 2.4 : Poursuivre la mise en œuvre de la protection des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable (AEP) contre les pollutions accidentelles et les pollutions diffuses.

### **AXE 3 : TRAVAILLER À L'IDENTIFICATION ET À LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE SANTÉ**

Action 3.1 : Consolider les connaissances sur les zones de multi-exposition

Action 3.2 : Améliorer le dispositif de surveillance et d'aide à la décision en matière de gestion des nuisances environnementales aéroportuaires

Action 3.3 : Utiliser les études de zones pour la réduction des inégalités environnementales

Action 3.4 : Mettre en place une démarche locale participative d'identification et de résorption des zones de multi-exposition

Action 3.5 : Réaliser un état des lieux régional en santé environnement

### **AXE 4 : PROTÉGER ET ACCOMPAGNER LES POPULATIONS VULNÉRABLES**

Action 4.1 : Réduire les risques environnementaux chez la femme enceinte et le jeune enfant

Action 4.2 : Protéger les jeunes franciliens des risques auditifs liés notamment à l'écoute et la pratique de musique

Action 4.3 : Accroître la maîtrise des facteurs environnementaux de l'asthme et des allergies

Action 4.4 : Renforcer la prise en compte des enjeux sanitaires de la précarité énergétique et de la qualité de l'air intérieur par une meilleure coordination des différents acteurs

Action 4.5 : Lutter contre l'habitat indigne

#### **1.1.2. *Compatibilité du projet avec les objectifs du PRSE 3***

Les objectifs du PRSE ne sont pas directement applicables aux exploitants industriels, cependant, certains axes cités précédemment peuvent être mis en parallèle avec les mesures prises par le site LINKCITY.

Le bâtiment répondra aux normes en vigueur en matière de qualité environnementale et sanitaire.

Le transport de marchandises est une des facettes principales de l'activité de logistique, un effort est fourni afin de réduire les émissions émises par la flotte de véhicules :

- Limitation de la vitesse sur le site à 30 km/h
- Arrêt des véhicules en phase de chargement ou de déchargement
- Utilisation de chariots électriques qui ne produisent donc pas de gaz à effet de serre.

De plus les eaux pluviales seront traitées avant rejet au réseau public et une vanne de barrage empêchera tout déversement accidentel vers le réseau, empêchant ainsi la contamination du milieu.

## 1.2. Le Plan Régional d'Élimination des Déchets

En région Ile-de-France, le Conseil Régional élabore en concertation notamment avec les services de la DRIEE, les Plans Régionaux d'Élimination des Déchets :

- Déchets Ménagers et Assimilés (PREDMA, adopté le 26/11/09), déjà présenté dans l'étude d'impact chapitre 8.7,
- Déchets Dangereux (PREDD, adopté le 26/11/09),
- Déchets des Activités de Soins à risque infectieux (PREDAS, adopté le 26/11/09).

### 1.2.1. Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux

L'article L. 541-13 du Code de l'Environnement prévoit que chaque région soit couverte par un plan régional ou interrégional d'élimination des déchets dangereux.

Ce Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD) établit les références qui permettent aux pouvoirs publics et à tous les acteurs locaux de réaliser une meilleure gestion de ces déchets en assurant la protection de l'environnement et de la santé des personnes.

Le PREDD concerne :

- l'ensemble des déchets dangereux produits sur le territoire régional qu'ils soient ou non traités en région Centre ;
- les déchets dangereux importés sur le territoire régional pour y subir un traitement, y compris le cas échéant depuis des pays étrangers.

### 1.2.2. Compatibilité avec le PREDD

En phase normale de fonctionnement du site, seules les boues du séparateur d'hydrocarbures et quelques éventuels chiffons souillés seront produits. En phase anormale ou dégradée, des batteries, des casses de produits ou des eaux d'extinctions pourront être produites sur le site. Les différents dispositifs, notamment la vanne de barrage, permettront de recueillir ces déchets et de les faire évacuer par des filières spécialisées.

Ces déchets ne seront pas mélangés aux autres déchets, ils feront l'objet d'une prestation de collecte par un prestataire qualifié.

Toute collecte des déchets dangereux ou non sera consignée dans le registre de suivi des déchets conformément à l'arrêté du 29 février 2012 relatif au registre de suivi des déchets.

La gestion prévue des déchets sur le site ne va pas à l'encontre des orientations du PREDD.

### 1.2.3. Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics

L'article 202 de la loi Grenelle 2, « portant engagement national pour l'environnement », a rendu obligatoire la mise en application de plans de gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics et en a attribué la compétence au Conseil régional pour l'Île-de-France et aux Conseils généraux pour le reste du territoire.



Après avoir approuvé trois plans d'élimination des déchets en novembre 2009, le Conseil régional d'Ile-de-France a adopté en juin 2015 le PREDEC, Plan Régional de Prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Les enjeux liés à l'élaboration du PREDEC sont nombreux. Il est néanmoins possible d'en mettre quelques-uns en avant au vu de la concertation avec l'ensemble des acteurs franciliens :

- Réduire les déchets,
- Favoriser l'émergence de filières et d'une économie circulaire locale et régionale,
- Assurer un rééquilibrage et une solidarité territoriale,
- Répondre à l'enjeu croisé du recyclage et de l'approvisionnement en matériaux,
- Optimiser le transport,
- Impliquer la maîtrise d'ouvrage et encourager les bonnes pratiques notamment pour réduire et trier les déchets de chantiers,
- Favoriser la traçabilité et le contrôle,
- Permettre une meilleure connaissance des déchets du BTP.

#### **1.2.4. Compatibilité avec le PREDEC**

La phase de construction d'un bâtiment est une étape cruciale dans la gestion des déchets. En effet, cette dernière génère un flux important de matières et une certaine quantité de déchets. Afin d'optimiser au maximum la gestion de ces déchets, un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) propre au chantier sera mis en place. Ce schéma comportera notamment :

- La sélection des prestataires en charge de l'élimination des déchets (le prestataire retenu devra justifier que chaque type de déchet est évacué par la filière la plus satisfaisante d'un point de vue technique, environnemental, économique et géographique en privilégiant autant que possible la valorisation),
- Le rôle du Responsable Gestion des Déchets,
- La mise en place des différentes bennes : bois papier carton, déchets inertes, métaux non ferreux et stockage du fer, DIB, déchets industriels dangereux.